

Pierre Le Corf
Humanitaire Français
Association We Are Superheroes
Expatrié à Alep, Syrie / lecorfpierre@gmail.com

Monsieur le Président de la République Française
François Hollande
en copie aux candidats à l'élection présidentielle.

Depuis Alep, lettre Ouverte à François Hollande, Président de la République Française

Monsieur le Président,

Je remets en question les valeurs avec lesquelles j'ai grandi, les valeurs d'un pays que j'aime, mon pays, la France. Je m'adresse à vous en tant que citoyen français arrivé sans idées préconçues en territoire syrien, vivant à Alep Ouest, redevenue Alep, et ce, en qualité d'humanitaire politiquement neutre, depuis environ un an. L'exercice est difficile, non seulement parce que je suis le seul Français à vivre ici, ce qui me place en ligne de mire avec un témoignage à contre-courant, mais aussi de par la difficulté de témoigner de ce que nous avons vécu ici qui défilait parfois l'horreur. Je suis témoin d'un massacre et d'une situation humanitaire catastrophique dont nous sommes les acteurs et en partie les commanditaires, en soutenant le terrorisme. Je vous dédie ce message ainsi qu'à toute personne susceptible de prendre des décisions qui fassent de la paix, de la population civile, une priorité.

Tous les jours j'ai dû affronter la mort, comme tout un chacun dans cette ville et la mission que je me suis donnée, m'a amené à visiter des familles qui résidaient au plus près de ceux que nous décrivons comme des « opposants » depuis le début du conflit. Personnellement, je n'ai pu observer que des drapeaux noirs, photos à l'appui, sur toutes les lignes de front, signe de ralliement des groupes que nous combattons depuis de nombreuses années en France.

La population est aujourd'hui unie, non pour combattre le gouvernement, mais pour combattre les groupes de terroristes quels que soient les titres que nous pouvons leur donner pour « modérer » leurs actions et leur raison d'être. Ces groupes armés se font appeler Al-Jaïch al-hour (Armée Syrienne Libre ou ASL), Jabhat al-Nosra (ou aussi nommé Fatah al-Cham, branche d'Al-Qaïda), Jaïch al-Islam, Harakat Nour al-Din al-Zenki, Brigade Sultan Mourad, etc. Certes, il existe une opposition anti-gouvernementale comme c'est le cas pour tout gouvernement, une opposition plus ou moins pacifique, mais elle est réellement minoritaire. Depuis le début et jusqu'aujourd'hui, la quasi-totalité des forces sur place, qui continuent de bombarder Alep, sont celles des combattants armés appartenant à des groupes armés prêts à tout.

J'utilise le terme « terroriste » car il n'y a pas de rebelles à Alep, tout du moins rien qui permette de les considérer comme tels. Il est irresponsable de continuer à jouer avec les mots en préférant les désigner ainsi, en Syrie, alors que nous les classons dans la liste des organisations terroristes en France. Les combattants ont été évacués avec leurs armes individuelles par accord avec le gouvernement et sont « tous » partis à Idlib qui est quasi uniquement occupé par divers groupes armés et leurs familles. Malheureusement, nombre d'entre eux sont revenus en bordure d'Alep et ont repris les bombardements sur les civils et les attaques suicides, ici comme partout en Syrie.

Tout ce que j'avance, je suis à même de le documenter. Je m'y emploie tous les jours, depuis des mois, en fonction de ce que la guerre me permet, en recueillant les témoignages de civils par vidéos et par écrits, indépendamment de leur religion et de leur opinion politique et en l'absence de militaires ou de membres du gouvernement. Des témoignages que je publie et transmets, ponctuellement, à une commission d'enquête des Nations Unies chargée d'étudier les attaques et crimes de « l'opposition », tout en essayant de la mettre en contact avec des témoins.

On a focalisé l'attention de l'opinion publique sur les bombardements de zones minoritairement opposantes mais majoritairement djihadistes où mourraient tous les jours des civils, sans jamais préciser que la majorité des civils de l'Est d'Alep ne pouvaient s'échapper car retenue par les groupes armés. C'est en empruntant les récents couloirs humanitaires organisés par les Russes et les Syriens (couloirs indiqués 1 à 2 jours plus tôt, avec précision des heures d'ouverture, par un envoi groupé de messages téléphoniques à tous les propriétaires de mobiles sur les réseaux syriens MTN / SYRIATEL, dont le mien.) que de nombreux civils ont été abattus pour avoir essayé de s'échapper par des groupes armés qui le leur interdisaient. Heureusement que plusieurs milliers de civils ont réussi à fuir en dehors de ces couloirs, parfois via des zones minées.

Rares sont les médias qui ont précisé que ces civils étaient des boucliers humains, ce que les témoignages confirment. Ils ont souvent préféré les décrire comme pris entre les feux d'un combat opposant des combattants révolutionnaires à leur gouvernement, lequel gouvernement défendait son peuple contre des terroristes dont la majorité sont des mercenaires étrangers entrés en Syrie, puissamment armés, fanatiques pour qui la vie humaine a peu d'importance. Pour ne parler que d'Alep, venus envahir les périphéries et le centre ville, bombardant au quotidien la population de l'Ouest, s'octroyant le droit d'assassiner les civils à l'Est pour un oui ou un non.

Les groupes armés présents sur le terrain n'ont jamais témoigné de leur « prétendue modération » envers la population. J'ai constaté par moi-même qu'ils disposaient d'armes et de munitions provenant de plusieurs pays, nombre de ces munitions étant de fabrication française, américaine, anglaise, saoudienne etc. Des armes utilisées quotidiennement contre la population civile de l'Est et de l'Ouest, que ce soit par des groupes reconnus terroristes ou que ce soit par des groupes rangés sous la bannière de la prétendue Armée Syrienne Libre, en majorité constituée de jihadistes que nous essayons de faire passer pour des combattants de la liberté.

Ils tiraient sur l'Ouest depuis les zones les plus peuplées de l'Est, parfois depuis les hôpitaux pour limiter les tirs retours. Il n'empêche que des combats s'enclenchaient entre les djihadistes et l'Armée syrienne. Je tiens mes témoignages de civils de l'Est ayant survécu à ces combats et dont je m'occupe comme d'autres organisations internationales présentes ici. Alep Est comptait 120 000 personnes prises dans les combats (dont environ 15 à 20 000 combattants) correspondant aussi en grande partie à de nombreuses familles qui ont refusé d'abandonner leurs maisons de peur qu'elles ne soient occupées, détruites ou pillées. En Syrie, peu d'habitants sont locataires. Il faut du temps pour devenir propriétaire de son logement, mais c'est culturel, car la maison est le symbole de la famille. Le point essentiel est que nous avons occulté une réalité, celle de 1 300 000 Syriens de toutes les confessions vivant à l'Ouest et essayant, malgré la mort omniprésente, de maintenir le fonctionnement de leurs institutions et d'envoyer leurs enfants à l'École ou à l'Université. Nous les avons effacés dans un objectif politique, du fait qu'ils vivaient dans une zone contrôlée par le gouvernement syrien. Ce faisant, nous avons occulté dix fois la population de l'Est, et, dans les deux cas, nous l'avons fait au nom d'une minorité dont la cause n'engage qu'eux.

Il n'y a pas un seul jour où nous n'avons pas été victimes de tirs de snipers ou d'attaques aux mortiers, balles explosives, vraies roquettes ou bonbonnes de gaz et chaudières à eau montées en roquettes, etc. sur les rues, habitations, hôpitaux, écoles. Il n'y a pas un seul jour où des dizaines de personnes ne sont pas mortes, n'ont pas été évacuées dans un état critique vers les hôpitaux surpeuplés par les attaques continues, alors qu'il n'y avait pas d'armée dans la ville à part quelques checkpoints ; armée et miliciens protégeant les lignes de front. Tous les jours, des adultes, des enfants, des familles ont été broyés par toutes sortes de projectiles. Si je m'exprime comme un Syrien c'est pour avoir été confronté à cette guerre au quotidien. J'ai de la chance d'être encore en vie car Alep était comme un champ de bataille, les roquettes ne prévenaient pas. Etant secouriste j'ai essayé de sauver des vies, je n'ai pas toujours pu y arriver, les gens avaient les jambes, bras, morceaux de corps arrachés, fondus, brûlés ... Je n'ai plus les mots justes pour décrire ce que la population a vécu ici, c'est très dur à partager, j'ai vu trop de gens mourir et on se demandait sincèrement chaque jour si nous allions pouvoir rester en vie.

J'ai continuellement été à la rencontre des civils déplacés à l'intérieur du pays. Leurs témoignages sont sans appel. À l'est d'Alep, la loi de la charia régnait à travers des « tribunaux Islamiques » sommaires, constitués par des combattants et des Cheikhs s'autorisant, en fonction des fatwas (décrets religieux) d'emprisonner, de torturer, de marier des enfants et d'exécuter qui bon leur semblait. Après la libération d'Alep Est, il s'est avéré que les djihadistes disposaient aussi d'un énorme stock de nourriture. J'ai vu des amoncellements de colis humanitaires pouvant suffire à un an de siège. Les familles témoignent de leur impossibilité d'en profiter et de la famine endurée du fait du siège de l'armée mais, surtout, du monopole des tarifs ou trocs prohibitifs pratiqués par les groupes armés, allant jusqu'à 50 fois le prix normal. Ceux qui acceptaient de combattre de leur côté bénéficiaient d'un traitement de faveur. En revanche, comme me l'ont dit récemment certains de leurs sympathisants restés à l'Est: « Nous n'aimons pas ce gouvernement, mais si quelqu'un critique les combattants de l'ASL ou d'autres groupes, ils le tuent. Elle est où la liberté ? ».

Infrastructures, hôpitaux, écoles étaient partiellement utilisés par ces groupes comme quartiers généraux qui leur servaient aussi de prison et d'entrepôts pour leurs armes. Dans une de ces écoles, j'ai pu constater qu'ils fabriquaient des armes chimiques avec des produits importés de différents pays. Et, ces derniers mois, suite au pire des combats, j'ai assisté à l'arrivée de blessés à la chlorine dont la peau brûlait littéralement. À l'Est, les hôpitaux soignaient principalement les combattants et leurs familles, ou ceux qui pouvaient payer. Là aussi, après la libération d'Alep, j'ai constaté par moi-même les tonnes de médicaments et deux hôpitaux qui restaient pourtant fonctionnels pour une zone de guerre malgré leurs façades et certaines zones partiellement atteintes, ceux-là même qui avaient été annoncés plusieurs fois entièrement détruits.

Les « Casques blancs », que le gouvernement français a financé entre autres et que nous avons reçus à l'Elysée sont, pour un grand nombre d'entre eux, secouristes le jour et terroristes la nuit, et vice-versa ; Ils ont prêté allégeance à Jabhat al-Nosra (Al-Qaïda), comme le prouvent les documents retrouvés après leur départ et comme en témoignent les habitants.

La majorité de leurs équipes portaient d'abord secours aux combattants puis, éventuellement, aux civils. La particularité étant que chaque équipe avait un cameraman, et qu'ils aidaient ces derniers tant que la caméra tournait. Beaucoup de civils m'ont dit que de nombreuses personnes sont restées sous les décombres sans aide, car ils refusaient de s'y rendre. D'autres m'ont affirmé qu'ils mettaient en scène des attaques, de faux bombardements avec de faux blessés et de fausses interventions. Notre gouvernement finance également des associations comme « Syria Charity », porteuse du drapeau à 3 étoiles, laquelle s'appelait initialement « ligue pour une Syrie libre », appellation qui figure toujours dans ses comptes rendus. Bien qu'apportant une aide humanitaire, une association qui a dépassé la ligne rouge en participant à une guerre d'opinion pour justifier le renversement du gouvernement en cachant la réalité du terrain, leur proximité des groupes armés (leur présence aussi, soigneusement effacée de toutes les vidéos) et apportant un soutien médical constant aux forces djihadistes.

De nombreuses associations et organisations humanitaires Françaises et internationales en zones « rebelles », ont fait plus de mal que de bien en instrumentalisant la souffrance de la population en manipulant l'opinion au nom d'une cause et de donations orientées, elles ont aussi pris la population civile en otage, permettant à cette guerre de continuer en la « légitimant » de manière malhonnête, permettant aux combats de perdurer, à la mort de rester un quotidien.

Nous avons d'ailleurs placé quelques heures le drapeau syrien à trois étoiles à l'Elysée, le temps de recevoir le (faux) maire d'Alep avec les honneurs, homme qui n'a jamais été élu par le peuple Syrien, qui ne vient pas d'Alep mais reconnu et élu par les leaders de groupes djihadistes ainsi que quelques partisans et étrangers. Ce drapeau n'a plus le sens de la liberté en Syrie, ici il est un symbole de mort au quotidien, car désormais associé à l'ASL, un conglomérat de groupes djihadistes au plus proche Al-Qaïda qui ne prônent la démocratie que devant les médias et que nous soutenons. Nous ne devons surtout pas confondre le mouvement citoyen en 2011 et ceux qui s'en sont servi, ici et partout dans le monde, pour créer cette guerre.

Oui, beaucoup de gens sont morts. Aucune guerre n'est juste, je ne suis pas là pour nier ou défendre la violence extrême des bombardements sur Alep Est pour permettre non pas sa chute, mais sa libération. C'est une réalité.

Une autre réalité est que mis à part des enfants blessés, des bombes ou des cris, nous avons effacé la présence des groupes armés mais surtout effacés les civils, la vie. Nous les avons privés de voix laissant les gens déduire la situation à partir de leurs propres émotions face à une situation continuellement-illustrée de manière catastrophique, utilisant le plus souvent des enfants. Comment remettre en question ce qui se passe ici, quels que soient les arguments et preuves proposées quand on vous montre une situation où on vous fait croire que toute la Syrie est à feu et à sang de manière unilatérale à cause de son gouvernement ? Que tout ce qui se passe ici et qui ne correspond pas à cette image est de la propagande ? Que la priorité est d'imposer des « no-fly » zones ; lesquelles, grâce à Dieu, ne sont jamais arrivées. Oui, elles auraient pérennisé le conflit, augmenté le nombre de morts et auraient permis aux terroristes de prendre Alep, au lieu de la libérer de la guerre et de la mort. Les gens qui se sont échappés de l'Est ont vécu l'enfer mais vivent leur arrivée ici comme une libération pour la majorité d'entre eux, non une déportation puisque la plupart sont retournés chez eux maintenant. Personne n'a souligné que près de 85% des civils sont venus se réfugier librement du côté Ouest d'Alep, côté gouvernemental, alors que des bus étaient affrétés pour Idlib emmenant combattants et civils volontaires.

La « légitimité » ainsi accordée aux djihadistes et à leur cause par les médias et les soutiens extérieurs leur a permis des avancées critiques autour de la ville, forçant des centaines de milliers de personnes à abandonner leurs maisons. Je me souviens que pendant des semaines entières nous dormions habillés, les sacs prêts à côté du lit, les terroristes et combats étaient tellement proches que parfois les balles traversaient les rues et que, plus ils avançaient leurs positions, plus je pouvais les entendre hurler « Allah Akbar » avant et après le tir de chaque mortier sur la ville.

Quel que soient les pays où ils ont été utilisés, les vidéos et contenus créés par les djihadistes et partisans, parfois montés de toute pièce, ont été diffusés en prime time par nos médias, instrumentalisant la mort et la souffrance des gens vivant au milieu des combats, l'amour et la compassion de ceux qui regardaient ces images. Comme les terroristes, nous avons vendu tellement de peur que personne ne s'est rendu compte que ces contenus avaient tous une visée et étaient créés en conséquence, sans jamais donner une voix aux civils concernés, sinon à des partisans ou combattants (je précise que les civils pouvaient difficilement s'offrir du pain, alors une caméra et surtout un réseau internet 3G c'était le bout du monde, coûtant l'équivalent de 5 kilos de viande). À défaut d'avoir le nombre de combattants pour détruire le gouvernement, nous avons complété notre impact sur le conflit en jouant sur les sentiments pour influencer l'opinion publique et son consentement tacite dans ce conflit.

Du côté Ouest, documenter en temps réel la situation n'a jamais été un réflexe pour quiconque, car c'était trop dangereux, de plus, les informations ne sortaient pas de la Syrie. Faire un « live Facebook » ou publier un reportage montrant les lieux des attaques leur permettaient de préciser, réajuster leurs tirs et de viser les zones denses. Dans un double discours et sur leur propre chaîne de télévision ici en Syrie « Free Syrian Army *** », d'un côté ils parlaient de soi-disant venir libérer la population, et, d'un autre côté, ils présentaient ces attaques comme des punitions, nous, « infidèles vivant du côté de Bachar Al Assad ».

Cette chaîne de télévision est accessible par n'importe qui ici. A la libération, les reportages des Russes comme les témoignages des Syriens sous l'occupation des groupes armés ont été immédiatement qualifié de propagande, de sorte à décrédibiliser tout ce qui pourrait émerger de la Syrie elle-même, de ceux qui y vivent ou sont sur le terrain.

Cette année passée a réellement été celle de la désinformation.

Un combat pour la « liberté » du peuple syrien. Nous utilisons ce mot fourre-tout sans jamais l'avoir argumenté ni justifié. Quelle liberté ? Quel peuple syrien ? Détruire le gouvernement, étouffer le pays sous les sanctions pour y apporter quoi ? Notre bon savoir faire démocratique ? Les Français ont-ils posé la question de savoir quel serait le programme de « l'après » ? Non ! La liberté, point. Facile. Le programme politique et social de ces groupes terroristes est en opposition avec la liberté, la démocratie, nos valeurs ou celles de la majorité des pays du monde. C'est au nom de nos intérêts, non au nom de la liberté, que nous instrumentalisons ces groupes qui appellent à la création d'un Etat-Islamique en Syrie. Ne demandez donc pas ce qu'ils comptent offrir au peuple syrien, demandez-vous plutôt ce qu'ils veulent lui enlever et lui imposer. Tous les civils que je rencontre au quotidien refusent d'imaginer cette option un seul instant, ceux qui l'ont vécu essaient d'oublier.

Monsieur le Président, nous avons, comme de nombreux pays, une très grande responsabilité dans cette « guerre que nous avons essayé de porter à son terme, terme sous-entendant le renversement du gouvernement Syrien à tout prix. Ces dernières années, nous avons aux côtés de nombreux pays, participé à la destruction de la Syrie, un pays en grande partie francophone et dont le peuple aime la France, nombreux sont ceux qui parlent Français. Aussi imparfait soit son gouvernement et quels que soient ses erreurs, et les nôtres au fil du temps, nous soutenons actuellement l'instauration d'une dictature, une vraie dictature dans un pays où une vraie opposition existe, tandis que les groupes armés ne sont motivés que par le sectarisme, la frustration, la rancœur et la haine. Nous servir de ces groupes pour concrétiser des objectifs géopolitiques ou économiques n'a rien de démocratique, au contraire nous condamnons les Syriens. Ayant parcouru le pays, j'ai pu constater que malgré certaines critiques et quoi que l'on en dise, la très grande majorité des Syriens soutiennent honnêtement et sincèrement leur gouvernement et soutiennent celui qu'ils appellent leur président, et non pas dictateur, Bachar el-Assad.

Je conçois ce message comme un devoir. Je suis un humanitaire et j'ai créé ma propre association non politique, non religieuse, que j'auto-finance jusqu'ici. Je vis en zone de guerre, j'en paye le prix et j'ai pris les risques nécessaires pour aider modestement les civils. Transmettre la réalité ici me vaut les attaques de médias mainstream et de leurs partisans qui essaient de me faire taire, allant jusqu'à me désigner comme une cible. Je prends plus de risque encore en prenant la responsabilité d'écrire cette lettre dont je saisis le poids et la responsabilité pour dénoncer une situation que j'ai observée tous les jours en poussant toujours plus loin mon investigation. Je n'ai rien à gagner ni aucun intérêt personnel, je prends ces risques depuis de nombreux mois pour combattre le terrorisme en transmettant la vérité, la réalité de ce que vivent les Syriens d'ici, de ce qu'ils témoignent, en dénonçant les groupes terroristes et la manipulation médiatique arrachant tous les jours la vie des gens.

Demandons au peuple syrien ce qu'il souhaite pour son pays au lieu de parler en son nom, de lui voler sa voix, ses libertés, son présent, son futur. C'est le peuple syrien qui doit décider de son avenir et non à nous de décider pour eux. C'est une forme de dictature encore plus terrible que notre illégitime ingérence jusque là. La démocratie commençant par soi-même, au-delà de notre responsabilité à l'égard des Syriens, il serait d'ailleurs temps de consulter le peuple Français sur sa volonté d'implication dans ce conflit, vu le danger que cela représente pour leur sécurité présente et future.

J'appelle ma France, le pays que j'aime et dans lequel j'ai grandi, à cesser de condamner la population par intérim et d'encourager des groupes terroristes qui frappent déjà nos familles, nos enfants, nos citoyens, et ce quels que soient les intérêts économiques ou géopolitiques en jeu. Nous ne pouvons pas prendre le parti, ni soutenir, des groupes armés qui mènent une révolution pour retourner à l'âge de l'obscurantisme.

Monsieur Le Président, à qui de droit ou de cœur, je lance un appel et conjure la France, dont les valeurs avec lesquelles j'ai grandi me poussent à persévérer dans mon action quotidienne ici, de lever les sanctions contre la Syrie qui pénalisent avant tout la population et non le gouvernement, de trouver des solutions diplomatiques alternatives à cette guerre en faveur de la paix, autant pour le peuple syrien que pour le peuple français qui risque de subir le retour de flamme de nos engagements en faveur de groupes qui sèment la terreur et dont les ambitions sont clairement internationales.

En vous souhaitant beaucoup de courage, Monsieur le Président, ainsi qu'à celui qui vous succédera, je vous prie de croire en l'expression de mes meilleurs sentiments.

Pierre Le Corf